

AVANT-PROPOS

Le mouvement social en Afrique : Un mouvement perpétuel ?

La turbulence de la vie politique africaine est plus une image d'Épinal qu'un objet et un moyen d'analyse scientifique. Au point que coups d'État, conflits frontaliers ou insurrections régionalistes semblent enracinés dans la texture même des sociétés du continent noir. Mais ce point de vue « bulletin de l'étranger » focalisé sur l'échelle nationale et étatique sous-estime sinon ignore les dimensions plus sociales de l'expression politique. Qui plus est, cette perspective n'arrive pas à saisir et à reconnaître le mouvement même qui produit la société, ses groupes et l'ensemble de leurs rapports. Il faut ajouter que les orientations théoriques les plus diverses s'accommodent d'une telle position de principe ou de facilité.

Il y a ceux pour qui le continent africain est un vaste « terrain d'aventure » où les deux superpuissances (et parfois les anciens tuteurs coloniaux) mesurent leur présence ou leur absence ; et c'est en écho de ce conflit planétaire que des mouvements d'ajustement ou de dysfonctionnement traverseraient des sociétés locales qui n'en peuvent mais. Pour d'autres interprètes, les causes premières de cette agitation témoignent de la permanence des réflexes ancestraux, de survivances archaïques comme le tribalisme ou la mentalité paysanne. Le cadavre (exquis) de la traditionalité n'en finit pas de sursauter et le phénomène de rigidité tant attendu (la modernité décapante et rationnelle) tarde à se manifester. Enfin, il y a ceux pour qui ces sociétés africaines sont en proie à la lutte des classes : épidémie inguérissable ou deux ex machina révolutionnaire ?

Certes la critique est toujours aisée. De quoi faudrait-il alors parler ? Si la réalité idéologique et pratique de vastes mouvements sociaux ne fait aucun doute, il reste néanmoins à en décrire le fonctionnement et à en comprendre les mécanismes. Les gran-

des fresques à la J. Woddis, à la B. Davidson ou à la J. Ziegler (1) font dans le trompe-l'œil : elles masquent plus qu'elles n'expliquent le flou, soi-disant non politique, des mouvements sociaux de l'Afrique contemporaine. Pourtant lire le social à travers le politique ou traduire — et réduire — le politique en termes de mouvement social est un exercice bien courant. L'examen des affrontements entre le Pouvoir, ses alliés et les « Autres » permet, s'il est mené minutieusement, de repérer des phénomènes de construction, de cristallisation, de rapports de force, voire de domination et d'exploitation. L'éducation politique du mouvement social est un puissant laboratoire où jeux de pouvoir et déguisements déroutent l'adversaire... et l'observateur étranger !

Sans reprendre à notre compte, en les africanisant, les conceptions du sociologue A. Touraine (2), nous pensons qu'il peut être utile en l'état actuel des recherches et des réflexions d'employer l'expression de mouvement social. Nous voulons marquer par là l'existence de plusieurs réalités concomitantes qui se confrontent de manière permanente mais ne se prêtent pas au découpage classique du politique, de l'économique, du social, du culturel... Nous voulons aussi récuser d'emblée la rubrique souvent journalistique dite des mouvements sociaux. Cette conception des événements tend à anoblir certains faits divers (des « mouvements divers ») et à refuser à d'autres le label de politique parce qu'ils ne présentent pas la garantie institutionnelle : bref, on y trouve tout ce qui, d'une certaine façon, peut déranger l'ordre établi ou... les classifications formelles de l'analyste.

Pour nous, le mouvement social exprime les particularités de la vie africaine contemporaine ; il ne s'identifie pas exclusivement à ceux d'en bas (3) ni à la lutte des classes. Car le milieu social et culturel où se fabrique et s'exprime le politique n'est pas un arrière-plan décoratif (le côté carte postale de l'envoyé spécial, du politologue ou de l'anthropologue africaniste). Même si le populisme (dont plusieurs exemples sont analysés dans ce numéro) semble être un style bien africain, il n'est qu'une des formes pos-

(1) En fait, ces travaux réduisent le mouvement social à un mouvement national. Voir par exemple B. Davidson, *L'Afrique au XX^e siècle*, Paris, Éditions J.A., 1979, 446 p. et J. Ziegler, *Main basse sur l'Afrique*, Paris, Le Seuil, 1978, 298 p.

(2) Voir par exemple la première partie de *La voix et le regard*, Paris, Le Seuil, 1978, 315 p. : « Les mouvements sociaux ne sont ni des accidents ni des facteurs de changement ; ils sont l'action collective des acteurs du niveau le plus élevé, les acteurs de classe, qui luttent pour la direction sociale de l'historicité, c'est-à-dire des grandes orientations culturelles par lesquelles

les une société organise normativement ses rapports avec son environnement. L'analyse des sociétés doit faire réapparaître les mouvements sociaux antagonistes et leurs enjeux culturels communs derrière la fausse positivité de l'ordre, des catégories de la pratique sociale et derrière les idéologies. Il arrive que les mouvements sociaux soient faibles ou désorganisés ; il n'est jamais possible dans les sociétés historiques de ne pas reconnaître leur place au centre de la vie sociale » (p. 40).

(3) Voir *Politique africaine* 1(1), 1981 : « La politique en Afrique noire : le haut et le bas ».

sibles d'expression du mouvement social. Le répertoire de ce dernier est inépuisable, ce qui ne veut pas dire qu'il soit sans logique.

Il faut d'abord repérer ce mouvement social. Si le détour par le discours a paru nécessaire afin de produire le champ où se déploient luttes et identifications, c'est que — paradoxalement — le discours est à prendre au sérieux. Parce que les acteurs sociaux eux-mêmes le prennent pour argent comptant et lui donnent une intensité dont la violence intime peut être considérable. Toutes les couches sociales dévoilent un dynamisme qui les porte au-delà de leur simple condition : les enseignants sénégalais en traduisant certaines aspirations populaires, les ouvriers tanzaniens en prouvant que la bureaucratie d'État défend des intérêts de classe (4). Mais cette prise en considération des discours implique une attention tout aussi grande portée aux décisions pratiques et aux actions. Les épisodes et rebondissements feuilletonnesques des aventures de J.-J. Rawlings ou du P.R.P. de Kano relativisent la force emblématique des personnages charismatiques et invitent à une description précise des contradictions en jeu (5).

Il ne faut évidemment pas tomber dans le piège des seules causes internes à la mise en mouvement... du mouvement social. Les contraintes des dominations étrangères, l'intervention des multinationales de l'économie mondiale, les évolutions politiques de l'Occident vers le conservatisme (Reagan, Thatcher) ou la social-démocratie (Mitterrand) jouent d'un poids non négligeable dans les décisions africaines.

Mais l'histoire africaine de la période coloniale — de plus en plus africaine dans sa vision des choses — nous apprend que les acteurs historiques et populaires du continent noir n'avaient pas toujours l'œil fixé sur nos « lignes bleues des Vosges » et qu'en tout état de cause, il ne faut pas confondre notre interprétation du contexte international avec la vision africaine de la même histoire. Le même vocabulaire peut signifier des explications, des prises de position différentes. Et c'est là que le mouvement social apparaît avec ses logiques propres, ses mécanismes de fabrication, de fabulation, de manipulation, d'interprétation du politique.

Pourtant une vision panafricaine ou intrafricaine du mouvement social ne signifie pas grand chose. Les nouvelles couches, catégories ou classes sociales qui prennent le pouvoir, la parole ou l'argent sont loin de se ressembler de pays à pays. Bourgeoisies nationales, compradores, bureaucratiques, « petites-bourgeoises » se bousculent sous la plume des spécialistes ou des militants (6).

(4) Voir les articles de A. Sylla, et P. Mihyo.

(5) Voir les articles de R. Jeffries, G. Nicolas et G. Dauch.

(6) Voir *Le Monde diplomatique*, « L'Afrique des bourgeoisies nouvelles », nov. 1981.

De leur côté, les catégories populaires urbaines sont loin d'être marginales ; il faut dire que microcapitalisme et populisme semblent aller de pair et font recette (7). La paysannerie voit sa cote dépendre de l'intérêt des bailleurs de fonds étrangers : on la cajole pour qu'elle produise mieux et plus, mais on la méprise si elle ne réagit pas aux sollicitations dont elle est l'objet ou on la réprime si elle dit et fait ce qu'elle pense.

Nous ne proposons pas de théorie nouvelle. Nous ne nous faisons pas l'avocat d'une théorie particulière et l'on ne trouvera pas satisfaction sur ce point dans les références explicites ou implicites des auteurs des articles. Notre position se veut pragmatique : avant de produire une théorie du mouvement social, il conviendrait d'en parler. Naturellement, on ne construit pas un objet sur un néant d'idées. Mais il faut d'abord admettre que l'analyse de certains phénomènes considérés comme subalternes, non prestigieux, voire insignifiants par la vulgate scientifique, universitaire et politique, doit occuper le devant de la scène. L'importance quasi exclusive des pays africains anglophones dans ce numéro n'est pas le résultat d'un hasard éditorial. On retrouve là tout simplement le retard ou le désintérêt des choses de ce bas monde que les études africaines francophones manifestent avec constance depuis un demi-siècle.

Le privilège critique de l'inspiration marxiste — aux plans politique ou scientifique — n'est plus assuré. L'anti-impérialisme qui anime les stratégies des théoriciens africains les conduit curieusement à négliger ce qui fait leur force, leur capacité sociale de mobilisation. Quant au néo-marxisme empiriste, il repère, classe et reclasse sans jamais sortir du cercle des intimes du savoir ethnologique ou sociologique. Ce qui manque à la pertinence africaine du marxisme, c'est l'expérience démocratique de la discussion politique et de la réflexion théorique. Importé par des Africains ou réélaboré sur place par des étrangers, il ne résulte en rien d'une expérience politique autonome qui en enrichirait les déterminations. Le marxisme reste un pur produit d'importation aux mains de groupes spécialisés dans l'import-export des idées. Un produit de luxe. Il ne deviendra pas un produit de consommation courante par un simple changement d'étiquetage ou d'emballage (8).

La libération sociale de l'Afrique reste un grand mot. C'est le chacun pour soi. Et il faut bien reconnaître que le mouvement qui semble donner plus de poids politique (ou plus de chance

(7) Voir par exemple les travaux de R. Jeffries ou de A. Pearce sur les travailleurs du Ghana ou du Nigeria.

(8) Voir J. Copans, « Le concept marxiste de classe : élaborations politiques et théoriques dans le contexte africain et

africaniste » ; communication au colloque « Endogenous groups in world perspective : the imperatives of endogenous development », New Delhi, janvier 1981, 18 p. multigr.

politique) à certaines catégories sociales (les pauvres et les « damnés de la terre ») ne semble pas se distinguer du cas où les propriétaires de l'État parlent des autres (ces mêmes pauvres et « damnés de la terre ») tout en se gardant bien de leur donner la parole. L'avenir comme le présent des socialismes et des populismes n'est pas assuré. Les illusions symétriques du communautarisme traditionnel ou du modernisme propre et sain ne sont plus des garde-fous utilisables. L'aggravation des inégalités sociales, des aliénations culturelles et politiques procure un fonds commun de revendications mais semble interdire pour le moment toute mobilisation plus radicale.

Le champ politique englobe la planète tout entière et les zones refuges les plus lointaines. L'imbrication de ces niveaux démultiplie les conflits, les formulations des consciences sociales ou des programmes politiques. Les mouvements sociaux ont-ils pour le moment besoin d'une théorie ? Ils ont en tout cas besoin de porte-parole pour ceux qui ne disent rien, car trop exploités ou désorientés, et surtout d'analystes pour ceux qui prennent trop souvent la parole sans jamais parler d'eux-mêmes. Comme le déclarait récemment J.-J. Rawlings lui-même : « Ce serait plus simple si je devais transmettre un message au seul peuple ghanéen ! Lui me comprend d'instinct ! » (9).

Oui ! A d'autres ! diront certains pessimistes. Mais encore, diront les autres, optimistes ou naïfs !

J. Copans, R. Buijtenhuijs

(9) Dans un entretien publié dans *Afrique-Asie*, n° 271, 5 juillet 1981, p. 30.